



Seine-Saint-Denis

## RENCONTRE DÉBAT avec

**Marie-George Buffet,**

Députée,  
Secrétaire Nationale du PCF

**Jacky Hénin,**

Député Européen

**Hervé Bramy,**

Conseiller général, PCF 93

**Et des acteurs  
de la filière  
automobile**

**Mercredi  
1<sup>er</sup> avril 2009  
à 19h30  
à Aulnay**

**Maison des anciens  
Foyer DUMONT**

(en face du Parking de la Gare)

12 bd GALLIENI  
93600 Aulnay-Sous-Bois

# **POUR UNE FILIÈRE AUTOMOBILE INNOVANTE, DURABLE ET CRÉATRICE D'EMPLOIS EN SEINE-SAINT-DENIS... ET EN EUROPE !**

Chaque jour, la filière automobile connaît son lot d'annonces brutales de réductions d'activités, de suppressions d'emplois, de chômage partiel chez les donneurs d'ordres, la sous-traitance et les équipementiers... mais aussi de luttes sociales, de victoires en matière de salaires ou de maintien des sites de production.

Alors que la crise s'aggrave et dévoile sa dimension systémique, le gouvernement de Sarkozy répond à coups de milliards de fonds publics distribués aux grands groupes, sans aucune contrepartie réelle en matière de maintien d'activités, d'emplois ou d'investissements utiles au développement de la filière.

Face à un patronat et à une droite qui entendent faire payer aux salariés, aux consommateurs et aux contribuables les conséquences de la crise qu'ils ont générée, le besoin de réponses nouvelles, durables, dégagées des seules exigences financières des actionnaires, s'aiguise. Il appelle un véritable débat de société, renversant les logiques au profit de la satisfaction des besoins humains.

En Seine-Saint-Denis, où se joue une partie de l'avenir du secteur par la présence de sites de production importants et d'un réseau dense de sous-traitants, les communistes veulent faire valoir d'autres choix, fondés sur le développement d'une production respectueuse des besoins des Hommes et de l'environnement, sur le développement de l'emploi, de la formation et des qualifications.

Pour peu qu'on tourne le dos aux vieilles recettes du MEDEF et d'une Europe bâtie pour alimenter les appétits des places financières internationales, il est possible de concevoir un autre avenir pour l'industrie automobile, secteur stratégique pour l'économie nationale et européenne.

C'est l'intérêt des salariés, des populations et territoires.

En faisant converger luttes des salariés, besoins populaires, exigences de développement territorial, ambitions à relever les grands défis énergétiques et environnementaux, les communistes de Seine-Saint-Denis veulent contribuer à l'émergence de réponses à la hauteur des enjeux économiques, sociaux, énergétiques et environnementaux du 21<sup>ème</sup> siècle, pour toute la filière automobile.

C'est le sens du débat auquel ils vous convient le 1<sup>er</sup> avril, avec la présentation, à cette occasion, du projet de charte « pour une industrie automobile durable et créatrice d'emplois en Europe », par Jacky Hénin, Député européen (Groupe GUE-NGE).

## L'AUTOMOBILE,

c'est **10 % de l'emploi en France**, deux constructeurs et des milliers d'entreprises.

C'est **la colonne vertébrale de l'industrie**.

C'est **2 millions de voitures** vendues chaque année dans l'Hexagone.

**1,3 millions l'est à crédit.**

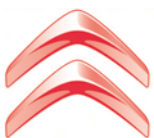
Le parc total automobile est de **30 millions de voitures**.

Leur moyenne d'âge est de 8 ans, et 100 000 Kms parcourus.

**Le budget voitures** représente le deuxième poste de dépenses des ménages (15 %), après le logement et juste devant l'alimentation.

La crise financière touche  
le secteur automobile.

J'ai fait un prêt-relais pour  
acheter mon sapin de Noël !



**CITROËN**  
**Aulnay**

- Le plus important site industriel du département.
- Une usine réduite à une seule chaîne de montage.
- En 10 ans les emplois ont été réduits de moitié pour une production accrue.
- Une forte circulation de jeunes intérimaires qualifiés.

## L'INDUSTRIE AUTOMOBILE, AU CŒUR DES CHOIX DE SOCIÉTÉ

Que pensez des formules : « *L'industrie automobile est en panne...* », « *Coup de frein sur les ventes de voitures* »...

C'est la conséquence directe de la stratégie des constructeurs qui ne sont pas dans l'optique de produire des voitures pour répondre aux besoins mais de dégager un maximum de marges par véhicule pour satisfaire l'appétit sans limite du capitalisme.

### Rappelons

- qu'entre 2000 et 2007 près de 20 000 emplois ont été supprimés chez les constructeurs et 14 000 chez les équipementiers ;
- que depuis des années sont pratiquées la précarité, les délocalisations, l'austérité salariale, la dégradation des conditions de travail conduisant jusqu'aux suicides ;
- que restent bloqués les investissements dans des nouvelles technologies et la recherche pour faire des véhicules propres.

Pour les PDG de la filière, ce début de récession est saisi comme une opportunité pour accélérer des stratégies qui étaient planifiées depuis des mois, et obtenir de l'argent public pour leur trésorerie.

Ce sont 7,8 milliards d'euros qui sont versés aux constructeurs, la suppression de la taxe professionnelle. Et quand Sarkozy parle de contreparties, c'est une imposture de plus.

Moins de 48 heures après les largesses gouvernementales, les groupes annoncent des résultats financiers conséquents (provisions et bénéfices) et confirment les suppressions d'emplois :

- 6 000 dans le groupe PSA
- 4 000 chez Renault qui gèle des programmes des nouveaux véhicules.

Que dire des milliers de salariés dans la sous-traitance, comme ceux de Magnéto en lutte à Aulnay, des milliers d'intérimaires et les prestataires qui ont déjà été licenciés. Et des plans de licenciements qui se multiplient ...

Les mesures gouvernementales ne viennent qu'aggraver la nature de la crise : toujours plus pour le capital, toujours moins pour le travail.

**Nous sommes nombreux à ressentir que d'autres choix sont nécessaires et possibles !**

## ACTIONS, PROPOSITIONS COMMUNISTES

### **Le vrai plan d'urgence nécessaire :**

- Préserver tous les emplois chez les constructeurs et l'ensemble des équipementiers.
- Compenser intégralement les salaires pour les employés victimes de chômage partiel.
- Augmenter les salaires et les retraites pour tous.
- Porter le SMIC à 1600 € comme salaire minimum et comme plancher pour la négociation des grilles de salaires-qualification.
- Permettre rapidement le départ en retraite anticipée des salariés usés par les travaux pénibles et ouvrir les bureaux d'embauche aux jeunes.
- Rétablir des conditions humaines de travail.
- Baisser la TVA.

### **Des objectifs et des moyens :**

Faire mieux travailler l'ouvrier et l'ingénieur en faisant évoluer la voiture dans un cadre qui réponde aux besoins humains, sociaux et écologiques.

Recherches et investissements industriels dans la filière. Notamment, comment passe-t-on « du tout pétrole » à « la voiture propre » ?

### **Un nouveau mode de développement social et économique :**

Un Etat, des pouvoirs publics porteurs de l'intérêt général et non de la domination par la richesse. Pour que le travail ne soit plus une source d'exploitation mais une activité structurante pour les individus et la société.

Pouvoir de décision des salariés et des populations sur les choix stratégiques des groupes. Ouvrir de vraies coopérations européennes et internationales sur la base d'une juste réponse aux besoins des populations et non leur mise en concurrence pour réduire le salaire et délocaliser.



## **Suppression de la Taxe Professionnelle : encore un cadeau au MEDEF !**

- Supprimer la TP, c'est progressivement transférer 17 milliards d'impôts encore acquittés par les entreprises vers les ménages. 11 milliards sont déjà assumés par le budget de l'Etat !
- Les collectivités territoriales réalisent 75 % des investissements publics. L'activité des entreprises bénéficie largement de ces investissements (voirie, transports en commun, foncier, etc...). Il est donc normal que les entreprises contribuent aux budgets locaux !
- Une vraie réforme de la TP passe par la taxation des actifs financiers. Les taxer à hauteur de 0,5 % mobiliserait 35 milliards de ressources nouvelles pour des investissements utiles aux populations et au développement économique.

## **Des salaires en rapport avec les richesses produites par le travail :**

### **Des chiffres qui parlent :**

Depuis le début des années 1980 la part du revenu du travail : salaires et cotisations sociales a reculé de 10% au profit des revenus du capital. Nous sommes revenus au niveau de 1960 : un recul de 50 ans !

**Rétablir simplement la part du travail à ce qu'elle était voici 25 ans permettrait aujourd'hui à la fois :**

- **une augmentation moyenne de 300 € net** pour chacun des 23 millions de salariés,
- le financement du salaire de **2 millions d'emplois nouveaux**,
- soit aussi **50 milliards de cotisations** supplémentaires pour la santé et la retraite...

# TOUS ENSEMBLE...

## La raison des luttes

Ce sont les financements considérables pour la trésorerie des banques et des groupes comme ceux de l'automobile...

Et tous les jours de nouveaux sacrifices pour le monde du travail, la multiplication des annonces de suppressions d'emplois, de chômeurs supplémentaires...

Les ripostes s'organisent, l'opinion publique se révolte. C'est le cas en particulier :  
contre la fermeture du site de Clairoix (Oise)/ 1120 emplois ; Continental, 4<sup>ème</sup> fabricant mondial de pneus ;  
chez Total qui annonce 14 milliards de profits et 550 suppressions d'emplois... ;  
ce sont les multiples mouvements dans l'ensemble des secteurs privés et publics...

## Nous avons besoin d'une vraie alternative politique.

Dans le contexte que nous vivons, nous devons ouvrir une perspective politique nouvelle en France et en Europe.

La crise du capitalisme contemporain va générer des tragédies si nous n'apportons pas d'alternative face à l'urgence sociale, démocratique, écologique et pour la paix dans le monde.

L'appel à se rassembler dans le respect de l'identité de chacun, initié par le PCF, s'adresse aux partis politiques comme aux citoyens pour **réussir ensemble à ouvrir une vraie alternative politique.**

## La force des luttes

Dans la puissance de l'action nationale du 19 mars et les multiples luttes qui se développent dans le pays, s'expriment les exigences sociales, de justice et d'efficacité économique, grandissent les idées sur la perspective de changement de société, sur la question de l'alternative au capitalisme.

Quand le peuple décide de s'en mêler, il exige une politique de réponse aux besoins humains, sur des valeurs d'égalité, de solidarité, de liberté.

Le peuple antillais vient de faire la preuve, qu'uni et déterminé, il a créé un rapport de forces qui a permis d'imposer la hausse des salaires, la baisse des prix, dans un processus de respect des droits sociaux et citoyens.

C'est aussi près de chez nous l'importante victoire des salariés de l'équipementier Magnetto d'Aulnay : revalorisation des salaires, le maintien des emplois avec le rapatriement des outillages de presse que la direction de Citroën avait entrepris de récupérer mettant en cause 30 % de l'activité de cette usine qui emploie 360 salariés, dont de nombreux jeunes des quartiers populaires des villes environnantes. Cette victoire est la leur, celle de leur lutte menée avec le syndicat CGT qu'ils ont constitué ces dernières années.

Les communistes du 93 leur ont apporté leur soutien et leur propositions pour le développement de l'industrie automobile avec des rapports constructeurs / sous-traitants basés sur la coopération et non sur la surexploitation.

## Le Parti communiste au cœur des rassemblements populaires et citoyens pour changer les politiques en France et en Europe

- Je désire être informé-e des initiatives du Parti communiste français
- Je décide d'être membre du Parti communiste français
- Je verse ..... euros (chèque à: Association de financement du PCF)

Prénom et nom : .....

Adresse : ..... Tél. : ...../...../...../...../...../

Renvoyer à : Parti communiste français 93 - 14 rue Victor Hugo 93500 Pantin  
Tel. : 01 48 39 93 93 / Email : contact@93.pcf.fr / Site internet : www.93.pcf.fr